

« L'ART DE LA GUERRE »

# L'Italie revient sur la « quatrième rive »

*par Manlio Dinucci*

Ce que Silvio Berlusconi avait refusé de faire en Libye, le gouvernement d'union nationale d'Enrico Letta s'est engagé à le faire : ramasser des armes pour que le Qatar les envoie aux mercenaires en Syrie, en échange de quelques contrats préférentiels dans les hydrocarbures. Vive la démocratie !

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 27 JUIN 2013

DEUTSCH ESPAÑOL



Enrico Letta et Barack Obama au sommet du G8 (Lough Erne, 17 juin 2013)

**D**ans sa rencontre avec le Premier ministre Enrico Letta pendant le G8, le président Barack Obama « *a demandé un coup de main à l'Italie pour résoudre les tensions en Libye* ». Et Letta, en élève modèle, a sorti de son cartable le devoir déjà fait : *Un Plan pour la Libye*. La ministre Emma Bonino, fière de tant d'honneur, jure : « *Nous ferons le maximum, la Libye est un pays que nous connaissons bien historiquement* ».

Aucun doute à ce sujet. L'Italie occupa la Libye en 1911, en

étouffant dans sang la révolte populaire, en utilisant dans les années 30 des armes chimiques contre les populations qui résistaient, en internant 10 000 personnes dans des camps de concentration. Et, quand trente années plus tard elle perdit sa colonie, elle soutint le roi Idriss pour conserver les privilèges coloniaux. Idriss tombé, elle passa un accord avec Kadhafi pour avoir accès aux réserves énergétiques de la République libyenne mais, quand la machine de guerre USA/Otan s'est mise en marche en 2011 pour démolir l'État libyen, le gouvernement a déchiré, avec un consensus bipartisan du Parlement, le Traité d'amitié signé trois années plus tôt avec Tripoli, en fournissant des bases et des forces militaires pour la guerre.

Une histoire dont nous pouvons être fiers. Qui continue avec le plan italien pour la « *transition démocratique* » de la Libye, où —comme même le Conseil de sécurité de l'Onu a été obligé de le reconnaître— se produisent « *de continuelles détentions arbitraires, tortures et exécutions extra-judiciaires* ».

Se trouvent en jeu, explique Bonino, « *non seulement l'intérêt des Libyens, mais notre intérêt national* » : d'où « *le ferme engagement du gouvernement italien pour la stabilité du pays nord-africain* ».

Stabilité nécessaire à l'Eni et aux autres compagnies occidentales pour exploiter, à des conditions beaucoup plus avantageuses qu'avant, les réserves pétrolifères libyennes (les plus grandes d'Afrique) et celles de gaz naturel (au quatrième rang en Afrique). Mais ce sont justement les champs pétrolifères qui sont au centre des affrontements armés entre factions et groupes, dont la rivalité a explosé une fois l'État libyen démoli.

Le chef d'état-major libyen, Salem al-Gnaidy, a invité les groupes armés à se mettre sous le commandement de l'armée, disposée à accueillir « *n'importe quelle force* ». Mais ceci risque de faire exploser les affrontements à l'intérieur de l'armée, en grande partie encore à construire. L'Otan a convoqué à Bruxelles le Premier ministre libyen Ali Zeidan pour établir les modalités d'entraînement de l'armée libyenne, qui —a précisé le secrétaire général Anders Fogh Rasmussen— sera effectué « *hors de la Libye* ».

En Libye, ceux qui tireront les marrons du feu, seront des envoyés militaires et des fonctionnaires italiens, accompagnés d' « *opérateurs humanitaires* » militarisés. Personne ne sait combien coûtera cette opération, qui provoquera une nouvelle saignée d'argent public. Peu importe si augmente ainsi la dépense publique de l'Italie, qui se monte déjà à 70 millions d'euros par jour. L'essentiel est de « *faire le maximum* » pour que la coalition USA/Otan puisse contrôler la Libye, dont l'importance ne réside pas que dans sa richesse énergétique, mais dans sa position géostratégique dans l'aire nord-africaine et moyen-orientale.

Ceci est confirmé par le fait —d'après une enquête du *New York Times*— que des armes des anciens arsenaux gouvernementaux sont transportées par des avions cargos qatari de la Libye à la base d'Al Udeid au Qatar, où sont déployées les forces aériennes du Commandement central étasunien (CentCom), et de là envoyées en Turquie pour être fournies aux « *rebelles* » en Syrie. Une photo prise dans un dépôt des « *rebelles* » montre des caisses de munitions de 106mm pour canons sans recul M-40 et M-40 A1, avec une marque attestant la provenance libyenne.

Avec son plan pour la Libye, l'Italie contribue ainsi à la « *transition démocratique* » de la Syrie.

« Quatrième rive » était une expression de la période fasciste pour désigner la colonie italienne de l'époque, la Libye, qui venait s'ajouter aux trois autres rives —adriatique, tyrrhénienne et ionique— du territoire italien.

*Manlio Dinucci*

Traduction  
[Marie-Ange Patrizio](#)

Source  
[Il Manifesto \(Italie\)](#)

---

Source : « L'Italie revient sur la « quatrième rive » », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto (Italie)*, *Réseau Voltaire*, 27 juin 2013, [www.voltairenet.org/article179150.html](http://www.voltairenet.org/article179150.html)